

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1386

12 mai 2016

SOMMAIRE

2 Invest S.A.	66484	Capital Européen S.A.	66485
A Diddeleng Ville Service - Taxi Martins Sàrl	66487	Castellum ABF S.A.	66482
ADLS S.à r.l.	66483	CA.VA Holding S.A.	66483
A.G.G. S.à r.l.	66484	Chaussures Herrmann Sàrl	66485
Agito S.A.	66484	Chaussures Herrmann Sàrl	66486
Airinn S.A.	66487	Cofhylux	66488
AJ Lebas Fiduciaire Sàrl	66487	Darthman S.A.	66489
Arendt Services S.A.	66483	De Longhi Benelux S.A.	66486
Asia Equity Partners Limited	66488	D.E. Révision S.à r.l.	66488
Asia Equity Partners Limited	66488	Harbour Management S.à r.l.	66490
Atalys S.à r.l.	66486	Holdem S.A.	66487
Atlantic Invest S.A.	66486	IDG Finance S.à r.l.	66527
Atlantis International Holdings S.à r.l.	66487	IIC Spain 6 S.à r.l.	66527
Atrio S.à r.l.	66488	I.M.Ph. Sales & Consulting S.A.	66528
Ausreal S.A.	66486	MONTECARO S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, SPF	66489
Avery Dennison Investments Luxembourg III S.à r.l.	66483	Olympia Lux	66515
Avery Dennison Investments Luxembourg IV S.à r.l.	66483	Paperass	66489
Bento-Santiago s.à r.l.	66482	Premier Investments S.à r.l.	66489
BEPAR Management S.à r.l.	66485	Stelara PIKco S.A.	66528
Bicafé Luxembourg s.à r.l.	66482	StepStone Clairvest Acquisition 1 S.à r.l.	66528
BK Properties S.à r.l.	66504	Storm Fund	66528
BP 62 S.A.	66485	Wolf Capital S.à r.l.	66484
Brignier International S.A.	66482	Y.K. S.à r.l.	66485
Bugatti International S.A.	66482	Zoomdle International	66484

Bugatti International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 26.124.

Die Gesellschaft wurde am 15. Juni 1987 gemäß Urkunde von Notar Paul Frieders, mit Amtssitz in Luxemburg, gegründet und im luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg Nr. 301 vom 5. Oktober 1987 veröffentlicht.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bugatti International S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2016086425/15.

(160054243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Castellum ABF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 192.865.

Le Bilan du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086429/9.

(160054678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Brignier International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3542 Dudelange, 50, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 65.251.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086423/10.

(160054026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Bento-Santiago s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7418 Buschdorf, 3, Helperwee.

R.C.S. Luxembourg B 64.450.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086409/10.

(160054423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Bicafé Luxembourg s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4480 Belvaux, 1-3, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg B 48.797.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086413/10.

(160054293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

CA.VA Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 191.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086447/10.

(160054325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Arendt Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 145.917.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} avril 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 992 du 12 mai 2009.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arendt Services S.A.

Signature

Référence de publication: 2016086330/14.

(160054248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Avery Dennison Investments Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.504,00.**

Siège social: L-4801 Rodange, Im Grossen Brill, Zone Industrielle P.E.D.
R.C.S. Luxembourg B 149.323.

Le bilan au 2 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016086337/10.

(160054586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Avery Dennison Investments Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.502,00.**

Siège social: L-4801 Rodange, Im Grossen Brill, Zone Industrielle P.E.D..
R.C.S. Luxembourg B 149.324.

Le bilan au 2 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016086338/10.

(160054585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

ADLS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 190.458.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016086341/10.

(160054658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Agito S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89, rue Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 145.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086345/10.

(160054020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Zoomdle International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 181.527.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086303/9.

(160053825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

2 Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 130.457.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Nico Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur – délégué / Administrateur – délégué

Référence de publication: 2016086305/13.

(160053633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

A.G.G. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3260 Bettembourg, 182, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 154.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2016086314/12.

(160054443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Wolf Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 128.303.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086299/10.

(160053804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

Y.K. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6470 Echternach, 12, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 139.805.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 29 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016086300/10.

(160053470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2016.

BEPAR Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2135 Luxembourg, 75, Fond Saint Martin.

R.C.S. Luxembourg B 142.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2016086410/12.

(160054239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

BP 62 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8079 Bertrange, 117a, rue de Leudelange.

R.C.S. Luxembourg B 145.198.

Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour BP 62 S.A.

Signature

Référence de publication: 2016086420/12.

(160054638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Capital Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 114.012.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086450/10.

(160054250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Chaussures Herrmann Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 19, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 146.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086465/10.

(160054236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Chaussures Herrmann Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 19, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 146.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086466/10.

(160054244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

De Longhi Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 95.384.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2016.

DE LONGHI BENELUX S.A.

Claude GEIBEN

Administrateur

Référence de publication: 2016086496/14.

(160054628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Atalys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5330 Moutfort, 110, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 103.525.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2016086370/10.

(160054387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Atlantic Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 88.990.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086371/10.

(160054035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Ausreal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 188.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR AUSREAL S.A.

Référence de publication: 2016086376/10.

(160053957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

A Diddeleng Ville Service - Taxi Martins Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.

R.C.S. Luxembourg B 189.712.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016086313/10.

(160054295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Airinn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 144.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086321/9.

(160054540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Atlantis International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086336/9.

(160054501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

AJ Lebas Fiduciaire Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9681 Roullingen, 14, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 164.317.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086350/9.

(160054740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Holdem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 143.662.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 25 février 2016 que:

- La démission de Mme Sandrine BISARO, administrateur B de la Société, a été acceptée et ce avec effet au 10 février 2016;

La personne suivante a été nommée administrateur B de la Société, avec effet au 10 février 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2020:

* Madame Caroline GOERGEN, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2016.

Référence de publication: 2016072846/17.

(160036755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Asia Equity Partners Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 153.053.

Le Bilan du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086364/9.

(160054407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Asia Equity Partners Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 153.053.

Le Bilan du 1^{er} Janvier 2013 au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086365/9.

(160054408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Atrio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 51.442.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016086373/9.

(160054271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Cofhylux, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 7.128.

Les comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 et le rapport du Commissaire aux Comptes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COFHYLUX S.A.

Société anonyme

Stéphanie MARBEHANT / Michel GONÇALVES

Mandataire / Directeur

Référence de publication: 2016086475/14.

(160054571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

D.E. Révision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.728.

Les Comptes Annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016086484/13.

(160054560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Darthman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 59.032.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23.10.2015.
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016086494/11.

(160054470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

Premier Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 185.182.

Lors de l'assemblée générale tenue en date du 18 février 2016, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Mohamed Hazem Saad Zaghloul Mohamed, avec adresse au 5, El Moshier Ahmed Ismail, Behind Fairmont Heliopolis, Le Caire, Egypte de son mandat de gérant de Classe A, avec effet au 15 février 2016;
2. Nomination de Mohamed Talaat Mohamed Khalifa Mohamed, avec adresse professionnelle au 15, St. Near North Area, Nasr City Public Free, Le Caire, Egypte au mandat de gérant de C lasse A, avec effet au 15 février 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Référence de publication: 2016073617/16.

(160037585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

MONTECARO S.A., société de gestion de patrimoine familial, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.266.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 décembre 2015.

Ratification de la nomination de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammedia (Algérie), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ démissionnaire avec effet au 21 mai 2015.

Pour la société

MONTECARO HOLDING S.A.

Référence de publication: 2016073590/14.

(160037650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.

Paperass, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 55, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 75.087.

La société PAPERASS Sàrl déclare que son siège social et ses bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 55, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, Luxembourg avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Paperass sàrl

Marie Josée Kodisch-Bausch

Gérant unique

Référence de publication: 2016073008/13.

(160037153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Harbour Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 203.756.

—
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the twenty-ninth day of January,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

Harbour LuxCo Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-six thousand United States dollars and four cent (USD 36,000.04), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194229 (the "Shareholder"),

represented by Maître Manfred Müller, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given on 28 January 2016; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the Shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Harbour Management S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding (including the administration, management and development) and disposal of securities or interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings in its own name and own account.

The Company may provide financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may borrow in any kind or form without limitation and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

The Company may also invest in real estate and any other movable or immovable assets in any kind or form.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial, real estate or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its object.

The Company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at eighteen thousand United States dollars (USD 18,000) divided into:

- four hundred seventeen thousand eight hundred thirty-six (417,836) class A shares (the “Class A Shares”);
- one thousand (1,000) class B shares (the “Class B Shares”);
- one thousand (1,000) class C shares (the “Class C Shares”);
- one thousand (1,000) class D shares (the “Class D Shares”);
- one thousand (1,000) class E shares (the “Class E Shares”);
- one thousand (1,000) class F shares (the “Class F Shares”);
- one thousand (1,000) class G shares (the “Class G Shares”);
- one thousand (1,000) class H shares (the “Class H Shares”);
- one thousand (1,000) class I shares (the “Class I Shares”); and
- one thousand (1,000) class J shares (the “Class J Shares”),

without nominal value, all of which are fully paid up.

The Class A Shares to Class J Shares are hereafter collectively referred to as the “shares”.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such class. In the case of a repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the reverse alphabetic order (starting from the Class J Shares until the Class A Shares).

The redemption price shall be set by reference to the higher of (a) the nominal value of each redeemed share and (b) the following formula: dividing (i) the total amount of any distributable sums less the Preferred Dividend, the Yearly Preferred Dividend and the portion of the Profit Entitlement to be allocated to the other classes of shares in accordance with Article 27 by (ii) the number of shares constituting the class to be redeemed. Redemption of shares may only be decided to the extent that sufficient distributable funds are available to settle the redemption price in full.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may only be removed with cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed

for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of being or having been Manager, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé), the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)), if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or

the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital, including the presence and approval by Harbour LuxCo Holding S.à r.l. as long as this company remains shareholder of the Company.

Art. 24. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 25. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 26. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Class A Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than ten sixty per cent (10%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class B Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than nine per cent (9%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class C Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than eight per cent (8%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class D Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than seven per cent (7%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class E Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than six per cent (6%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class F Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than five per cent (5%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class G Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than four per cent (4%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class H Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than three per cent (3%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class I Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than two per cent (2%) per annum of the nominal value of such share; then,
 - each Class J Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than one per cent (1%) per annum of the nominal value of such share, (together the “Profit Entitlement”), and
- any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of shares in reverse alphabetical order (starting from the Class J Shares until the Class A Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;
- (ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;
- (iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Shareholder, represented as stated above, declared to subscribe four hundred seventeen thousand eight hundred thirty-six (417,836) class A shares, one thousand (1,000) class B shares, one thousand (1,000) class C shares, one thousand (1,000) class D shares, one thousand (1,000) class E shares, one thousand (1,000) class F shares, one thousand (1,000) Class G shares, one thousand (1,000) class H shares, one thousand (1,000) class I shares and one thousand (1,000) class J shares, without nominal value, of the Company, with a share premium in the amount of one million seven hundred fifty-six thousand nine hundred eighty United States dollars (USD 1,756,980.-), which will be paid up by way of a contribution in kind (the “Contribution in Kind”) consisting of four hundred twenty-six thousand eight hundred thirty-six (426,836) class A shares, in Nordic Tankers LuxCo S.à r.l. (formerly known as Harbour LuxCo S.à r.l.), a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of sixty-one thousand four hundred eight United States dollars and eighty-four cent (USD 61,408.84), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159677.

Proof of the valuation and ownership by the Shareholder of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary through a valuation report wherein the Shareholder states, amongst others, that:

- “the Shareholder is the sole owner of the Contribution in Kind;
- the Contribution in Kind is freely transferable and/or assignable to the Company;
- the Contribution in Kind is free of any lien, encumbrance, preemption right or other similar right;
- valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities (including notarial deeds) necessary to perform a valid transfer of the legal title of the Contribution in Kind to the Company.

- Based on our valuation methodology, the Shareholder hereby declares that the value of the Contribution in Kind corresponds at least to the par value of the issued shares, together with the share premium thereon.”

The Contribution in Kind has at an aggregate value of one million seven hundred seventy-four thousand nine hundred eighty United States dollars (USD 1,774,980.-) which shall be allocated as follows:w

Shareholder	subscribed capital	number of shares	amount paid-in share capital	share premium
Harbour LuxCo Holding S.à r.l.	USD 18,000.-	417,836 A shares 1,000 B shares 1,000 C shares 1,000 D shares 1,000 E shares 1,000 F shares 1,000 G shares 1,000 H shares 1,000 I shares 1,000 J shares	USD 18,000.-	USD 1,756,980.-
Total:	USD 18,000	417,836 A shares 1,000 B shares 1,000 C shares 1,000 D shares 1,000 E shares 1,000 F shares 1,000 G shares 1,000 H shares 1,000 I shares 1,000 J shares	USD 18,000	USD 1,756,980

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand six hundred euro (EUR 2,600.-).

Transitory provisions

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2016.

Shareholders resolutions

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Michiel Kramer, born on 25 January 1961 in Hilversum, the Netherlands, residing at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Thomas Sonnenberg, born on 17 July 1961 in Köln, Germany, residing at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mats Eklund, born on 3 July 1972 in Skara, Sweden, residing at 3350 9 South Street, 3rd Floor, London W1K 2XA, United Kingdom; and

- Antonis Tzanetis, born on 16 June 1978 in Athens, Greece, residing at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed, together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-neuvième jour du mois de janvier,
par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Harbour LuxCo Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de trente-six mille dollars des Etats-Unis d'Amérique et quatre cents (USD 36.000,04), avec siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 194229 (l'«Associé»),

représentée par Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

aux termes d'une procuration donnée le 28 janvier 2016; ladite procuration, signée par le fondé de pouvoir et par le notaire soussigné, restera annexée aux présentes aux fins de leur enregistrement.

Les articles suivants des statuts de la Société ont été modifiés:

“Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Harbour Management S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention (incluant l'administration, la gestion et le développement) et la disposition de garanties et intérêts au Luxembourg et/ou à l'étranger, entreprenant en son nom propre et pour son propre compte.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société n'agit pas en tant que fonds d'investissement alternatifs comme défini dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 concernant les Managers des Fonds d'Investissement Alternatifs et ne poursuit pas une autre activité qui serait sujette à la supervision de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. En particulier, la Société ne commercialisera pas (directement ou indirectement) activement ses parts sociales ou autres titres négociables à des investisseurs.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 28 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à dix-huit mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 18.000,-) divisé en:

- quatre cent dix-sept mille huit cent trente-six (417.836) parts sociales A (les «Parts Sociales de Catégorie A»);
 - mille (1.000) parts sociales B (les «Parts Sociales de Catégorie B»);
 - mille (1.000) parts sociales C (les «Parts Sociales de Catégorie C»);
 - mille (1.000) parts sociales D (les «Parts Sociales de Catégorie D»);
 - mille (1.000) parts sociales E (les «Parts Sociales de Catégorie E»);
 - mille (1.000) parts sociales F (les «Parts Sociales de Catégorie F»);
 - mille (1.000) parts sociales G (les «Parts Sociales de Catégorie G»);
 - mille (1.000) parts sociales H (les «Parts Sociales de Catégorie H»);
 - mille (1.000) parts sociales I (les «Parts Sociales de Catégorie I»); et
 - mille (1.000) parts sociales J (les «Parts Sociales de Catégorie J»),
- sans valeur nominale, toutes entièrement libérées.

Les Parts Sociales de Catégorie A aux Parts Sociales de Catégorie J sont collectivement dénommées ci-après les «parts sociales»

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le capital émis de la Société peut être réduit par l'annulation des parts sociales, y compris par l'annulation d'une catégorie de parts sociales entière par un rachat et l'annulation de toutes les parts sociales émises dans cette catégorie. En cas de rachat et annulation d'une catégorie entière de parts sociales, ce rachat et cette annulation doivent être faits dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par les Parts Sociales de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales de Catégorie A).

Le prix de rachat doit être fixé par référence au montant le plus élevé entre (a) la valeur nominale de chaque part sociale rachetée, et (b) le montant calculé selon la formule suivante: division (i) du montant total de toutes les sommes distribuables moins le Dividende Préférentiel, le Dividende Préférentiel Annuel et la partie du Droit au Bénéfice attribuable aux autres catégories de parts sociales conformément à l'Article 27 par (ii) le nombre de parts sociales constituant la catégorie devant être rachetée. Le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des fonds distribuables suffisants sont disponibles pour permettre le paiement intégral du prix de rachat.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués uniquement avec motif, par une résolution des associés.

Les associé(s) décident de qualifier la nomination des Gérants en Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou de Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associé(s) ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Cependant, si les Gérants sont qualifiés de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, la Société sera lié envers les parties tierces par signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. La réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Un quorum du Conseil de Gérance doit être présent ou représenté par au moins la moitié (1/2) des Gérants, en prenant en compte les Gérants qualifiés de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, un tel quorum doit réunir au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux (2) Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société peut indemniser les Gérants, agent ou employé, de la Société et, si applicable, leur successeur, exécuteur, administrateur, contre des dommages et dépenses raisonnablement encourus par eux en relation avec leurs actions, poursuites ou procédures par lesquels ils peuvent être parties du fait d'être ou d'avoir été Gérants, agent ou employé, ou, à la demande de la Société, ou tout autre société dans laquelle la Société est l'associé ou le créancier et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, sauf concernant les affaires par lesquelles ils peuvent être finalement redevables pour de telles actions, poursuites ou procédures pour être responsable concernant une grave négligence ou une faute. En cas de règlement, l'indemnisation doit être fournie seulement concernant les questions couvertes par le règlement et par lequel la Société est conseillée par des conseillers juridiques que la personne à indemniser n'est pas coupable de grave négligence ou de faute.

Ce droit à indemnisation en vertu des Statuts n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre.

Art. 17. Réviseurs d'entreprises. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 20. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 22. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 23. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital, incluant la présence et l'approbation par Harbour LuxCo Holding S.à r.l. aussi longtemps que cette société est associée de la Société.

Art. 24. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux (2) Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 25. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 26. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 27. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés.

En ce qui concerne la distribution des dividendes, le montant y étant affecté doit être distribué dans l'ordre de priorité suivant:

- chaque Part Sociale de Catégorie A (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins dix pour cent (10%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie B (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins neuf cent (9%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie C (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins huit pour cent (8%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie D (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins sept pour cent (7%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie E (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins six cent (6%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie F (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins cinq pour cent (5%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie G (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins quatre pour cent (4%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie H (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins trois pour cent (3%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis
- chaque Part Sociale de Catégorie I (s'il y en a) aura le droit de percevoir un dividende cumulatif d'un montant d'au moins deux pour cent (2%) par an de la valeur nominale de cette part sociale; puis un pour cent (1%) par an de la valeur nominale de cette part sociale (ensemble le «Droit au Bénéfice»), et

après allocation du Droit au Bénéfice, le solde du montant du dividende sera distribué intégralement à toutes les parts sociales constituant la dernière catégorie de parts sociales alors en circulation dans l'ordre alphabétique inverse (commentant par les Parts Sociales de Catégorie J jusqu'aux Parts Sociales de Catégorie A).

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de dissolution de la Société, l'ensemble des actifs et de la trésorerie devra être attribué dans l'ordre de priorité suivant:

- (i) premièrement, aux créanciers (soit par paiement, soit par constitution de provisions suffisantes en vue dudit paiement) pour toutes les dettes et l'ensemble du passif de la Société;
- (ii) deuxièmement, aux associés pour le remboursement de la valeur nominale des parts sociales détenues dans la Société;
- (iii) troisièmement, aux détenteurs de toute Catégorie de Parts Sociales dans un ordre de priorité et pour un montant permettant d'atteindre le même résultat économique que celui prévu dans les règles de distribution des dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 29. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ont été enregistré par le notaire, l'Associé représenté comme mentionné ci-dessus, déclare souscrire quatre cent dix-sept mille huit cent trente-six (417.836) parts sociales A, mille (1.000) parts sociales B, mille (1.000) parts sociales C, mille (1.000) parts sociales D, mille (1.000) parts sociales E, mille (1.000) parts sociales F, mille (1.000) parts sociales G, mille (1.000) parts sociales H, mille (1.000) parts sociales I et mille (1.000) parts sociales J, sans valeur nominale, de la Société, avec une prime d'émission d'un million sept cent cinquante-six mille neuf cent quatre-vingt dollars des États-Unis d'Amérique (USD 1,756,980.-) lesquelles seront payées par une contribution en nature (la «Contribution en Nature») consistant en quatre cent vingt-six mille huit cent trente-six (426.836) parts sociales de catégorie A, dans Nordic Tankers LuxCo S.à r.l. (anciennement dénommée Harbour LuxCo S.à r.l.), une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de soixante et un mille quatre cent huit dollars des États-Unis d'Amérique et quatre-vingt-quatre cents (USD 61.408,84), avec siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 159677.

Le justificatif de l'évaluation et de la propriété par l'Associé de la Contribution en Nature a été donné par le notaire soussigné par un rapport d'évaluation dans lequel l'Associé indique, parmi d'autres, que:

- "L'Associé est le seul propriétaire de la Contribution en Nature;

- la Contribution en Nature est librement transférable et/ou cessible à la Société;
 - la Contribution en Nature est libre de tout gage, charge, droit de préemption ou tout autre droit similaire;
 - des instructions valides ont été données pour entreprendre toutes notifications, enregistrements, ou autres formalités (incluant les actes notaires) nécessaires pour accomplir un transfert valide des titres légaux de la Contribution en Nature à la Société.

- Sur base de notre méthode d'évaluation, l'Associé déclare par la présente que la valeur de la Contribution en Nature correspond au moins à la valeur nominale des parts sociales émises, ensemble avec la prime d'émission."

La Contribution en Nature a une valeur totale d'un million sept cent soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.774.980,-) qui est allouée comme suit:

Associé	capital souscrit	nombre de parts sociales	montant payé capital social	prime d'émission
Harbour LuxCo Holding S.à r.l.	USD 18.000	417.836 parts sociales A 1.000 parts sociales B 1.000 parts sociales C 1.000 parts sociales D 1.000 parts sociales E 1.000 parts sociales F 1.000 parts sociales G 1.000 parts sociales H 1.000 parts sociales I 1.000 parts sociales J	USD 18.000,-	USD 1.756.980,-
Total:	USD 18.000,-	417,836 parts sociales A 1.000 parts sociales B 1.000 parts sociales C 1.000 parts sociales D 1.000 parts sociales E 1.000 parts sociales F 1.000 parts sociales G 1.000 parts sociales H 1.000 parts sociales I 1.000 parts sociales J	USD 18.000,-	USD 1.756.980,-

Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société ou pouvant être mis à sa charge en raison du présent acte sont évalués à deux mille six cents euros (EUR 2.600,-).

Provisions provisoires

La première année financière de la Société commencera à la date de la constitution de la Société et se terminera le dernier jour du mois de décembre 2016.

Résolutions de l'associé unique

First résolution

L'assemblée générale des associés décide d'établir le siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Second résolution

L'assemblée générale des associés décide de fixer à quatre (4) le nombre de gérants et décide ensuite de nommer pour une durée indéterminée les personnes suivantes:

- Michiel Kramer, né le 25 janvier 1961 à Hilversum, Pays-Bas, demeurant au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Thomas Sonnenberg, né le 17 juillet 1961 à Cologne, Allemagne, demeurant au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mats Eklund, né le 3 juillet 1972 à Skara, Suède, demeurant au 3350 9 South Street, 3rd Floor, London W1K 2XA, Royaume-Uni; and

- Antonis Tzanetis, né le 16 juin, 1978 à Athènes, Grèce, demeurant au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: M. Müller, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 5 février 2016. GAC/2016/1007. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064499/782.

(160026315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

BK Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,02.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 189.674.

In the year two thousand and sixteen, on the third day of February,
before Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of BK Properties S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twenty one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-), and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 189674 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Pierre PROBST, notary residing in Ettelbruck, on 12 August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2917 of 14 October 2014. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time on 7 September 2015 by deed of Maître Henri BECK, published in the Mémorial number 2974 of 29 October 2015.

THERE APPEARED:

Blue Chip Investments Partner SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185721, represented by their general partner, Mareth Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185665; and

Midnight Investments Partners SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185722, represented by their general partner, Mareth Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185665,

(together the "Shareholders"),

duly represented by Peggy SIMON, private employee, residing professionally in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of powers of attorney given under private seal.

The proxies, after signature ne varietur by the proxyholders and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of the registration formalities.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Reduction of the nominal value of the shares of the Company from one Euro (EUR 1.-) to one Euro cent (EUR 0,01.-) each;

2. Reclassification of all the shares in the Class A Shares to Class J Shares into ordinary shares in the share capital of the Company;

3. Creation of classes of shares in the share capital of the Company, namely:

a. a class A shares (the "Class A Shares") itself divided into 4 subclasses of shares, namely:

- i. a class A1 Shares (the "Class A1 Shares");
- ii. a class A2 Shares (the "Class A2 Shares");
- iii. a class A3 Shares (the "Class A3 Shares"); and
- iv. a class A4 Shares (the "Class A4 Shares");

b. a class B shares (the "Class B Shares") itself divided into 4 subclasses of shares, namely:

- i. a class B1 Shares (the "Class B1 Shares");
- ii. a class B2 Shares (the "Class B2 Shares");
- iii. a class B3 Shares (the "Class B3 Shares"); and
- iv. a class B4 Shares (the "Class B4 Shares");

c. a class C shares (the "Class C Shares") itself divided into 2 subclasses of shares, namely:

- i. class C1 Shares (the "Class C1 Shares"); and
- ii. class C2 Shares (the "Class C2 Shares").

4. Conversion of the two million one hundred and fifty thousand (2,150,000) existing shares in the share capital of the Company, as follows:

a. one million eight hundred and twenty-seven thousand five hundred (1,827,500) ordinary shares to be equally divided into the subclasses Class A1 Shares to Class A4 Shares, i.e. four hundred and fifty-six thousand eight hundred and seventy-five (456,875) shares into each such subclass;

b. three hundred and twenty-two thousand five hundred (322,500) ordinary shares to be equally divided into the subclasses Class B1 Shares to Class B4 Shares, i.e. eighty thousand six hundred and twenty-five (80,625) shares into each such subclass;

5. Increase of the share capital by an amount of seventy-eight thousand five hundred Euro and two Euro cents (EUR 78,500.02.-) so as to raise it from its present amount of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) to one hundred thousand Euro and two Euro cents (EUR 100,000.02) by the creation and issue of:

- a. one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A1 Shares;
- b. one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A2 Shares;
- c. one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A3 Shares;
- d. one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A4 Shares;
- e. two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B1 Shares;
- f. two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B2 Shares;
- g. two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B3 Shares;
- h. two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B4 Shares;
- i. one (1) Class C1 Share; and
- j. one (1) Class C2 Share,

all having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each, to be subscribed by the Shareholders;

6. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 5. above;

7. Subsequent amendment and restatement of article 5 first and second paragraph, article 10 and article 19 of the Articles, insertion of the definition for "Shareholders' Agreement" in the "chapter I - Definitions" and creation of new article 23 in a newly created "chapter IX - General Provisions", in order to reflect inter alia the creation of new classes of shares adopted under item 3. above, and deletion of article 9 paragraph 3 of the Articles;

8. Reclassification of Heidi CONNOLLY as class B manager of the Company, resignation of Laurence DOYLE as class A manager of the Company and appointment of new managers;

9. Amendment to the register of shares of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any lawyer or employee of DLA Piper Luxembourg to proceed on behalf of the Company to the registration of the new classes of shares in the shareholder register of the Company; and

10. Miscellaneous.

III. The Meeting resolves to take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to reduce of the nominal value of the shares of the Company from one Euro (EUR 1.-) to one Euro cent (EUR 0,01.-) each.

Second resolution

The Shareholders resolve to reclassify the Class A Shares to Class J Shares into ordinary shares in the share capital of the Company.

The Shareholders acknowledge that, as a consequence thereof, the share capital of the Company is now set at twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-), represented by two million one hundred and fifty thousand (2,150,000) ordinary shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each.

The Shareholders further acknowledge that each of them holds fifty per cent (50%) of the share capital of the Company, i.e. one million seventy five thousand (1,075,000) shares, having a par value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each.

Third resolution

The Shareholders resolve to create classes of shares in the share capital of the Company namely:

(i) Class A Shares itself divided into 4 subclasses of shares, namely:

- a. Class A1 Shares;
- b. Class A2 Shares;
- c. Class A3 Shares; and
- d. Class A4 Shares;

(ii) Class B Shares itself divided into 4 subclasses of shares, namely:

- a. Class B1 Shares;
- b. Class B2 Shares;
- c. Class B3 Shares; and
- d. Class B4 Shares;

(iii) Class C Shares itself divided into 2 subclasses of shares, namely:

- a. Class C1 Shares; and
- b. Class C2 Shares.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to convert the two million one hundred and fifty thousand (2,150,000) existing shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each in the share capital of the Company, as follows:

(i) one million eight hundred and twenty-seven thousand five hundred (1,827,500) ordinary shares to be equally divided into the subclasses Class A1 Shares to Class A4 Shares, i.e. four hundred and fifty-six thousand eight hundred and seventy-five (456,875) shares into each such subclass; and

(ii) three hundred and twenty-two thousand five hundred (322,500) ordinary shares to be equally divided into the subclasses Class B1 Shares to Class B4 Shares, i.e. eighty thousand six hundred and twenty-five (80,625) shares into each such subclass.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of seventy-eight thousand five hundred Euro and two Euro cents (EUR 78,500.02.-) so as to raise it from its present amount of twenty-one thousand five hundred Euro (EUR 21,500.-) to one hundred thousand Euro and two Euro cents (EUR 100,000.02) by the creation and issue of:

- (i) one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A1 Shares,
 - (ii) one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A2 Shares,
 - (iii) one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A3 Shares,
 - (iv) one million six hundred and sixty-eight thousand one hundred and twenty-five (1,668,125) Class A4 Shares,
 - (v) two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B1 Shares,
 - (vi) two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B2 Shares,
 - (vii) two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B3 Shares,
 - (viii) two hundred and ninety-four thousand three hundred and seventy-five (294,375) Class B4 Shares,
 - (ix) one (1) Class C1 Share, and
 - (x) one (1) Class C2 Share,
- all having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each, to be subscribed by the Shareholders.

Subscription - Payment

Blue Chip Investments Partner SCSp, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for:

- (i) eight hundred thirty-four thousand sixty-two (834,062) Class A1 Shares,
- (ii) eight hundred thirty-four thousand sixty-three (834,063) Class A2 Shares,

- (iii) eight hundred thirty-four thousand sixty-two (834,062) Class A3 Shares,
- (iv) eight hundred thirty-four thousand sixty-three (834,063) Class A4 Shares,
- (v) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-seven (147,187) Class B1 Shares,
- (vi) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-eight (147,188) Class B2 Shares,
- (vii) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-seven (147,187) Class B3 Shares,
- (viii) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-eight (147,188) Class B4 Shares,
- (ix) one (1) Class C1 Share,

with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each and to fully pay them up by a payment in cash in an amount of thirty-nine thousand two hundred fifty Euro and one Euro cent (EUR 39,250.01).

Midnight Investments Partners SCSp, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for:

- (i) eight hundred thirty-four thousand sixty-three (834,063) Class A1 Shares,
- (ii) eight hundred thirty-four thousand sixty-two (834,062) Class A2 Shares,
- (iii) eight hundred thirty-four thousand sixty-three (834,063) Class A3 Shares,
- (iv) eight hundred thirty-four thousand sixty-two (834,062) Class A4 Shares,
- (v) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-eight (147,188) Class B1 Shares,
- (vi) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-seven (147,187) Class B2 Shares,
- (vii) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-eight (147,188) Class B3 Shares,
- (viii) one hundred forty-seven thousand one hundred and eighty-seven (147,187) Class B4 Shares, and
- (ix) one (1) Class C2 Share,

with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each and to fully pay them up by a payment in cash in an amount of thirty-nine thousand two hundred fifty Euro and one Euro cent (EUR 39,250.01).

The amount of seventy-eight thousand five hundred Euro and two Euro cents (EUR 78,500.02.-) corresponding to the share capital increase is at the disposal of the Company and evidence thereof has been submitted to the undersigned notary.

Following the share capital increase, the share capital is set at one hundred thousand Euro and two Euro cents (EUR 100,000.02) divided into ten million and two (10,000,002) shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each, which are divided into:

- two million two hundred and fifty thousand (2,125,000) Class A1 Shares, all subscribed and fully paid up;
- two million two hundred and fifty thousand (2,125,000) Class A2 Shares, all subscribed and fully paid up;
- two million two hundred and fifty thousand (2,125,000) Class A3 Shares, all subscribed and fully paid up;
- two million two hundred and fifty thousand (2,125,000) Class A4 Shares, all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) Class B1 Shares, all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) Class B2 Shares, all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) Class B3 Shares, all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) Class B4 Shares, all subscribed and fully paid up;
- one (1) Class C1 Share, subscribed and fully paid up; and
- one (1) Class C2 Share, subscribed and fully paid up.

Following the above mentioned conversion and share capital increase, the shares in the share capital of the Company are now held as follows:

Blue Chip Investments Partner SCSp, prenamed and represented as stated above, holds:

- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A1 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A2 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A3 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A4 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B1 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B2 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B3 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B4 Shares; and
- one (1) Class C1 Share.

Midnight Investments Partners SCSp, prenamed and represented as stated above, holds:

- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A1 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A2 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A3 Shares;
- one million sixty-two thousand five hundred (1,062,500) Class A4 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B1 Shares;

- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B2 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B3 Shares;
- one hundred eighty-seven thousand five hundred (187,500) Class B4 Shares; and
- one (1) Class C2 Share.

Sixth resolution

The Shareholders further resolve to amend and restate article 5 first and second paragraph, article 10 and article 19 of the Articles, to insert the definition for "Shareholders' Agreement" the "Chapter I - Definitions" and to create a new article 23 in a newly created "Chapter IX - General Provisions", so that they read henceforth as indicated below and to delete article 9 paragraph 3 of the Articles:

" **Art. 5. Share capital.** The share capital is set at one hundred thousand Euro and two Euro cents (EUR 100,000.02) divided into ten million and two (10,000,002) Shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each, which are divided into:

- two million one hundred and fifty thousand (2,125,000) class A1 shares (the "Class A1 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- two million one hundred and fifty thousand (2,125,000) class A2 shares (the "Class A2 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- two million one hundred and fifty thousand (2,125,000) class A3 shares (the "Class A3 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- two million one hundred and fifty thousand (2,125,000) class A4 shares (the "Class A4 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) class B1 shares (the "Class B1 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) class B2 shares (the "Class B2 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) class B3 shares (the "Class B3 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- three hundred and seventy-five thousand (375,000) class B4 shares (the "Class B4 Shares"), all subscribed and fully paid up;
- one (1) class C1 share (the "Class C1 Share"), subscribed and fully paid up; and
- one (1) class C2 share (the "Class C2 Share"), subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the Shares (of any Class of Shares) shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles, by the Shareholders Agreement or by the Act."

" **Art. 10. Repurchase and cancellation / Redemption of Shares.** The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire subclass(es) of Class A Shares together with one or more entire subclass(es) of Class B Shares having the same numeric figure, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Class A1 Shares and the Class B1 Shares. In case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such repurchases and cancellations of Shares shall be made in the following order and as follows:

- (i) First, the Class A4 Shares and Class B4 Shares;
- (ii) Second, the Class A3 Shares and Class B3 Shares; and
- (iii) Third, the Class A2 Shares and Class B2 Shares.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of Classes of Shares (in the order provided for above), such Classes of Shares entitle the holders thereof (pro rata to their holding in such Classes of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting, and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Classes of Shares shall receive from the Company an amount equal the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Act and pursuant to the Articles and the Shareholders' Agreement."

" **Art. 19. Allocation and distribution of the profits.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general costs, depreciation and expenses, represent the net profits. Five per cent (5%) of the net profits shall be set aside for the establishment of the statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The balance of the net profits shall be distributed to the Shareholder(s) in accordance with the Shareholders Agreement."

"Chapter I. - Definitions

(...)

Shareholders' Agreement means any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time.

(...)"

"Chapter IX. - General Provisions

Art. 23. Subject to any non-waivable provisions of the Act, all matters governed by these Articles may also be governed by the Shareholders' Agreement. To the extent permitted by the Luxembourg laws, in case of discrepancies between the Articles and the Shareholders' Agreement, the Shareholders' Agreement shall prevail."

Seventh resolution

The Shareholders resolve to reclassify Heidi CONNOLLY as class B manager of the Company.

The Shareholders further resolve to acknowledge the resignation of Laurence DOYLE as class B manager of the Company, with effect as of 8 February 2016.

The Shareholders finally resolve to appoint the following persons as managers of the Company, with effect as of 8 February 2016:

- Antonella GRAZIANO, born on 20 January 1966 in Orvieto, Italy, residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, as class A manager of the Company for an unlimited period;

- Sonia BALDAN, born on 27 January 1960 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, as class A manager of the Company for an unlimited period;

- Collin J. BEECROFT, born on 22 August 1961 in California, the United States of America, residing at 10 St. James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, the United States of America, as class A manager of the Company for an unlimited period; and

- Ciaran MCNAMARA, born on 14th April 1964 in Roscommon, Ireland, residing at 76, Merrion Square, Dublin, Ireland, as class B manager of the Company for an unlimited period.

Eighth resolution

The Shareholders resolve to amend the shareholder register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any lawyer or employee of DLA Piper in Luxembourg to proceed on behalf of the Company to the registration of the new classes of shares in the shareholder register of the Company.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le troisième jour du mois de février,

par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") de l'associé unique de BK Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189674 et disposant d'un capital social de vingt et un mille Euro (EUR 21.500,-) (la "Société"). La Société a été constituée le 12 août 2014 suivant acte de Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2917 du 14 octobre 2014. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois le 7 septembre 2015 suivant acte de Maître Henri BECK, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2974 du 29 octobre 2015.

ONT COMPARU:

Blue Chip Investments Partner S.C.Sp., une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185721, représenté par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185665; et

Midnight Investments Partners S.C.Sp., une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185722, représenté par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit lu-

xembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185665,

(ensemble, les "Associés").

Les Associés sont représentés par Peggy SIMON, employée, résidant professionnellement au 9, Rabatt, L-6475, Echternach, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Réduction de la valeur nominale des parts sociales de la Société de un Euro (EUR 1,-) à un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune;

2. Reclassification de toutes les parts sociales des catégories de parts sociales A à J en parts sociales ordinaires dans le capital social de la Société;

3. Création de catégories de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir:

a. une catégorie de parts sociales A (les "Parts Sociales de Catégorie A"), elle-même divisée en 4 sous-catégories, à savoir:

i. une catégorie de parts sociales A1 (les "Parts Sociales de Catégorie A1");

ii. une catégorie de parts sociales A2 (les "Parts Sociales de Catégorie A2");

iii. une catégorie de parts sociales A3 (les "Parts Sociales de Catégorie A3"); et

iv. une catégorie de parts sociales A4 (les "Parts Sociales de Catégorie A4");

b. une catégorie de parts sociales B (les "Parts Sociales de Catégorie B"), elle-même divisée en 4 sous-catégories, à savoir:

i. une catégorie de parts sociales B1 (les "Parts Sociales de Catégorie B1");

ii. une catégorie de parts sociales B2 (les "Parts Sociales de Catégorie B2");

iii. une catégorie de parts sociales B3 (les "Parts Sociales de Catégorie B3"); et

iv. une catégorie de parts sociales B4 (les "Parts Sociales de Catégorie B4");

c. une catégorie de parts sociales C (les "Parts Sociales de Catégorie C"), elle-même divisée en 2 sous-catégories, à savoir:

i. une catégorie de parts sociales C1 (les "Parts Sociales de Catégorie C1"); et

ii. une catégorie de parts sociales C2 (les "Parts Sociales de Catégorie C2");

4. Conversion des deux millions cent cinquante mille (2.150.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société de la manière suivante:

a. un million huit cent vingt-sept mille cinq cents (1.827.500) parts sociales ordinaires seront proportionnellement divisées en Parts Sociales de Catégorie A1 à Parts Sociales de Catégorie A4, i.e. quatre cent cinquante-six mille huit cent soixante-quinze (456.875) parts sociales dans chaque sous-catégorie; et

b. trois cent vingt-deux mille cinq cents (322.500) parts sociales ordinaires seront proportionnellement divisées en Parts Sociales de Catégorie B1 à Parts Sociales de Catégorie B4, i.e. quatre-vingt mille six cent vingt-cinq (80.625) parts sociales dans chaque sous-catégorie;

5. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de soixante-dix-huit mille cinq cents Euro et deux centimes (EUR 78.500,02,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt et un mille cinq cents Euro (EUR 21.500,-) à un montant de cent mille Euro et deux centimes (EUR 100.000,02,-) par la création et l'émission de:

a. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A1;

b. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A2;

c. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A3;

d. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A4;

e. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B1;

f. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B2;

g. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B3;

h. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B4;

i. une (1) Part Sociale de Catégorie C1; et

j. une (1) Part Sociale de Catégorie C2,

ayant toute une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune, devant être souscrites par les Associés;

6. Souscription à et paiement de l'augmentation de capital mentionnée sous le point 5. ci-dessus;

7. Modification subséquente et refonte de l'article 5 premier et deuxième paragraphes, de l'article 10 et de l'article 19 des Statuts, insertion de la définition de "Pacte d'Associés" dans le "chapitre I - Définitions" et création d'un nouvel article 23 dans un nouveau "chapitre IX - Dispositions Générales", afin de refléter inter alia la création des nouvelles catégories de parts sociales adoptée sous le point 3. ci-dessus et suppression du paragraphe 3 de l'article 9 des Statuts;

8. Reclassification de Heidi CONNOLLY en tant que gérant de classe B de la Société, démission de Laurence DOYLE en tant que gérant de classe A de la Société et nomination de nouveaux gérants;

9. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et tout avocat ou employé de DLA Piper Luxembourg pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des nouvelles classes de parts sociales dans le registre des associés de la Société; et

10. Divers.

III. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de un Euro (EUR 1,-) à un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés décident de reclasser toutes les parts sociales des catégories de parts sociales A à J en parts sociales ordinaires dans le capital social de la Société.

Les Associés prennent acte que, en conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est désormais fixé à vingt et un mille cinq cents Euro (EUR 21.500,-), représenté par deux millions cent cinquante mille (2.150.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune.

Les Associés prennent acte que chacun d'entre eux détient cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, i.e. un million soixante-quinze mille (1.075.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune.

Troisième résolution

Les Associés décident de créer des catégories de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir:

i. une catégorie de parts sociales A (les "Parts Sociales de Catégorie A"), elle-même divisée en 4 sous-catégories, à savoir:

- a. une catégorie de parts sociales A1 (les "Parts Sociales de Catégorie A1");
- b. une catégorie de parts sociales A2 (les "Parts Sociales de Catégorie A2");
- c. une catégorie de parts sociales A3 (les "Parts Sociales de Catégorie A3"); et
- d. une catégorie de parts sociales A4 (les "Parts Sociales de Catégorie A4");

ii. une catégorie de parts sociales B (les "Parts Sociales de Catégorie B"), elle-même divisée en 4 sous-catégories, à savoir:

- a. une catégorie de parts sociales B1 (les "Parts Sociales de Catégorie B1");
- b. une catégorie de parts sociales B2 (les "Parts Sociales de Catégorie B2");
- c. une catégorie de parts sociales B3 (les "Parts Sociales de Catégorie B3"); et
- d. une catégorie de parts sociales B4 (les "Parts Sociales de Catégorie B4");

iii. une catégorie de parts sociales C (les "Parts Sociales de Catégorie C"), elle-même divisée en 2 sous-catégories, à savoir:

- a. une catégorie de parts sociales C1 (les "Parts Sociales de Catégorie C1"); et
- b. une catégorie de parts sociales C2 (les "Parts Sociales de Catégorie C2").

Quatrième résolution

Les Associés décident de convertir les deux millions cent cinquante mille (2.150.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société de la manière suivante:

i. un million huit cent vingt-sept mille cinq cents (1.827.500) parts sociales ordinaires seront proportionnellement divisées en Parts Sociales de Catégorie A1 à Parts Sociales de Catégorie A4, i.e. quatre cent cinquante-six mille huit cent soixante-quinze (456.875) parts sociales dans chaque sous-catégorie; et

ii. trois cent vingt-deux mille cinq cents (322.500) parts sociales ordinaires seront proportionnellement divisées en Parts Sociales de Catégorie B1 à Parts Sociales de Catégorie B4, i.e. quatre-vingt mille six cent vingt-cinq (80.625) parts sociales dans chaque sous-catégorie.

Cinquième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de soixante-dix-huit mille cinq cents Euro et deux centimes (EUR 78.500,02,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt et un mille cinq cents Euro (EUR 21.500,-) à un montant de cent mille Euro et deux centimes (EUR 100.000,02,-) par la création et l'émission de:

- i. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A1;
 - ii. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A2;
 - iii. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A3;
 - iv. un million six cent soixante-huit mille cent vingt-cinq (1.668.125) Parts Sociales de Catégorie A4;
 - v. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B1;
 - vi. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B2;
 - vii. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B3;
 - viii. deux cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent soixante-quinze (294.375) Parts Sociales de Catégorie B4;
 - ix. une (1) Part Sociale de Catégorie C1; et
 - x. une (1) Part Sociale de Catégorie C2,
- ayant toute une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune, devant être souscrites par les Associés.

Souscription - Paiement

Blue Chip Investments Partner S.C.Sp., prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à:

- i. huit cent trente-quatre mille soixante-deux (834.062) Parts Sociales de Catégorie A1;
- ii. huit cent trente-quatre mille soixante-trois (834.063) Parts Sociales de Catégorie A2;
- iii. huit cent trente-quatre mille soixante-deux (834.062) Parts Sociales de Catégorie A3;
- iv. huit cent trente-quatre mille soixante-trois (834.063) Parts Sociales de Catégorie A4;
- v. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-sept (147.187) Parts Sociales de Catégorie B1;
- vi. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-huit (147.188) Parts Sociales de Catégorie B2;
- vii. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-sept (147.187) Parts Sociales de Catégorie B3;
- viii. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-huit (147.188) Parts Sociales de Catégorie B4; et
- ix. une (1) Part Sociale de Catégorie C1,

ayant toute une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune et de les libérer intégralement par un paiement en numéraire d'un montant de trente-neuf mille deux cent cinquante Euro et un centime (EUR 39.250,01,-).

Midnight Investments Partner S.C.Sp., prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à:

- i. huit cent trente-quatre mille soixante-trois (834.063) Parts Sociales de Catégorie A1;
- ii. huit cent trente-quatre mille soixante-deux (834.062) Parts Sociales de Catégorie A2;
- iii. huit cent trente-quatre mille soixante-trois (834.063) Parts Sociales de Catégorie A3;
- iv. huit cent trente-quatre mille soixante-deux (834.062) Parts Sociales de Catégorie A4;
- v. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-huit (147.188) Parts Sociales de Catégorie B1;
- vi. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-sept (147.187) Parts Sociales de Catégorie B2;
- vii. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-huit (147.188) Parts Sociales de Catégorie B3;
- viii. cent quarante-sept mille cent quatre-vingt-sept (147.187) Parts Sociales de Catégorie B4; et
- ix. une (1) Part Sociale de Catégorie C2,

ayant toute une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune et de les libérer intégralement par un paiement en numéraire d'un montant de trente-neuf mille deux cent cinquante Euro et un centime (EUR 39.250,01,-).

Le montant de soixante-dix-huit mille cinq cents Euro et deux centimes (EUR 78.500,02,-) correspondant à l'augmentation de capital est à la disposition de la Société et la preuve a été soumise au notaire instrumentant.

Suivant l'augmentation de capital, le capital social de la Société est fixé à cent mille Euro et deux centimes (EUR 100.000,02,-) divisé en dix millions deux (10.000.002) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune de la manière suivante:

- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) Parts Sociales de Catégorie A1, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) Parts Sociales de Catégorie A2, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) Parts Sociales de Catégorie A3, toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) Parts Sociales de Catégorie A4, toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) Parts Sociales de Catégorie B1, toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) Parts Sociales de Catégorie B2, toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) Parts Sociales de Catégorie B3, toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) Parts Sociales de Catégorie B4, toutes souscrites et entièrement libérées;
- une (1) Part Sociale de Catégorie C1, souscrite et entièrement libérée; et

- une (1) Part Sociale de Catégorie C2, souscrite et entièrement libérée.

Suivant la conversion et l'augmentation de capital, les parts sociales dans le capital social de la Société sont désormais détenues comme suit:

Blue Chip Investments Partner S.C.Sp., prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, détient:

- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1; et
- une (1) Part Sociale de Catégorie C1.

Midnight Investments Partner S.C.Sp., prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, détient:

- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- un million soixante-deux mille cinq cents (1.062.500) Parts Sociales de Catégorie A1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1;
- cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (187.500) Parts Sociales de Catégorie B1; et
- une (1) Part Sociale de Catégorie C2.

Sixième résolution

Les Associés décident de modifier et de refondre l'article 5 premier et deuxième paragraphes, l'article 10 et l'article 19 des Statuts, d'insérer la définition de "Pacte d'Associés" dans le "chapitre I - Définitions" et de créer un nouvel article 23 dans un nouveau "chapitre IX - Dispositions Générales", de sorte qu'ils auront la teneur telle qu'indiquée ci-dessous et de supprimer le paragraphe 3 de l'article 9 des Statuts:

" **Art. 5. Capital social.** le capital social de la Société est fixé à cent mille Euro et deux centimes (EUR 100.000,02,-) divisé en dix millions deux (10.000.002) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (EUR 0,01,-) chacune qui sont divisées comme suit:

- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) parts sociales de catégorie A1 (les "Parts Sociales de Catégorie A1"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) parts sociales de catégorie A2 (les "Parts Sociales de Catégorie A2"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) parts sociales de catégories A3 (les "Parts Sociales de Catégorie A3"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- deux millions cent vingt-cinq mille (2.125.000) parts sociales de catégorie A4 (les "Parts Sociales de Catégorie A4"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) parts sociales de catégorie B1 (les "Parts Sociales de Catégorie B1"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) parts sociales de catégorie B2 (les "Parts Sociales de Catégorie B2"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) parts sociales de catégorie B3 (les "Parts Sociales de Catégorie B3"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- trois cent soixante-quinze mille (375.000) parts sociales de catégorie B4 (les "Parts Sociales de Catégorie B4"), toutes souscrites et entièrement libérées;
- une (1) parts sociales de catégorie C1 (les "Parts Sociales de Catégorie C1"), souscrite et entièrement libérée; et
- une (1) parts sociales de catégorie C2 (les "Parts Sociales de Catégorie C2"), souscrite et entièrement libérée.

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales (quelle que soit la Catégorie de Parts Sociales) sont identiques, sauf disposition contraire des Statuts, du Pacte d'Associés ou de la Loi sur les Sociétés."

" **Art. 10. Rachat et annulation des Parts Sociales** . Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation de l'intégralité d'une ou plusieurs sous-catégorie(s) de Parts Sociales de Catégorie A ensemble avec une ou plusieurs sous-catégorie(s) de Parts Sociales de Catégorie B ayant le même numéro, étant précisé cependant que la Société

ne peut, en aucun cas, acheter et annuler les Parts Sociales de Catégorie A1 et les Parts Sociales de Catégories B1. En cas de rachats et annulations de Catégories de Parts Sociales, ces annulations et rachats seront effectués dans l'ordre suivant:

- (i) Premièrement, les Parts Sociales de Catégorie A4 et les Parts Sociales de Catégorie B4;
- (ii) Deuxièmement, les Parts Sociales de Catégorie A3 et les Parts Sociales de Catégorie B3;
- (iii) Troisièmement, les Parts Sociales de Catégorie A2 et les Parts Sociales de Catégorie B2.

En cas de réduction du capital social par rachat et annulation d'une Catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu ci-dessus), chaque Catégorie de Parts Sociales donne à ses détenteurs le droit (proportionnellement à leur participation dans la Catégorie de Parts Sociales concernée) à une fraction du Montant Total d'Annulation fixé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale, et, la Société verse aux détenteurs des Parts Sociales de la Catégorie de Parts Sociales rachetée et annulée un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Catégorie de Parts Sociales concernée qu'ils détenaient et qui a été annulée.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites prescrites par la Loi sur les Sociétés, les Statuts et le Pacte d'Associé."

" **Art. 19. Réserve légale et distribution du bénéfice.** Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il est prélevé, chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) de ce bénéfice net, qui sera affecté à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être librement distribué aux Associés conformément au Pacte d'Associés."

"Chapitre I^{er} . - Définitions

(...)

Pacte d'Associés désigne tout contrat conclu entre Associés au fil du temps.

(...)"

"Chapitre IX. - Dispositions Générales

Art. 23. Sous réserve de toute disposition impérative de la Loi, tous les sujets régis par ces Statuts peuvent également être régis par le Pacte d'Associés. Dans les limites permises par les lois luxembourgeoises, en cas de divergences entre les Statuts et le Pacte d'Associés, le Pacte d'Associé prévaut."

Septième résolution

Les Associés décident de reclasser Heidi CONNOLLY en gérant de classe B de la Société.

Les Associés prennent par ailleurs acte de la démission de Laurence DOYLE en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 8 février 2016.

Les Associés décident finalement de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société, avec effet au 8 février 2016:

- Antonella GRAZIANO, née le 20 janvier 1966 à Orvieto, Italie, ayant son domicile au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée;

- Sonia BALDAN, née le 27 janvier 1960 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son domicile au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée;

- Collin J. BEECROFT, né le 22 August 1961 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son domicile au 10 St. James Avenue, Suite 1700, Boston, Massachusetts 02116, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée; et

- Ciaran MCNAMARA, né le 14 avril 1964 à Roscommon, ayant son domicile au 76, Merrion Square, Dublin, Ireland, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée.

Huitième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de DLA Piper Luxembourg afin de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des nouvelles classes de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête des mêmes parties, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Echternach.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 février 2016. Relation: GAC/2016/1097. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016065796/586.

(160028709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

Olympia Lux, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 152.352.

Rectificatif du dépôt L150092253 déposé le 01.06.2015

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth of May.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Olympia Lux, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital and as a specialised investment fund, with its registered office in Hesperange, incorporated pursuant to a notarial deed dated March 19, 2010, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1020 of May 15, 2010.

The Meeting was opened under the chairmanship of Mrs Gwendoline Boone, bank employee, residing professionally in Hesperange,

who appointed as secretary Mrs Nathalie Finet, bank employee, residing professionally in Hesperange.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Aline Biej, bank employee, residing professionally in Hesperange.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That all the shares are registered shares, the present meeting has been convened by notices sent by registered mail to all the shareholders on April 29, 2015.

II. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

Amendment of the Articles with in particular the following changes:

(i) Amendment of articles 3, 5 and 28 so as to change the definition of the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds, as amended from (the "Law") to the ("2007 Law").

(ii) Amendment of the sixth paragraph of article 5 so as to read as follows:

"The minimum capital of the Company shall be the minimum provided for by the 2007 Law."

(iii) Amendment of article 8 to update the definition of the term ("U.S. Person") and to allow the board of directors of the Company to restrict the ownership of the shares of the Company by U.S. Persons so as to read as follows:

"Shares may not be sold or otherwise transferred to or held by a U.S. Person (as defined below), and the SICAV has the right to require the compulsory redemption of all shares held by or for the benefit of an investor if the SICAV determines that the shares are held by or for the benefit of a U.S. Person.

A "U.S. Person" is a person described in one or more of the following paragraphs:

- With respect to any person, any individual or entity that would be a "United States person" under the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended (the "U.S. Tax Code"), a "U.S. person" under Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933, as amended; or a "U.S. person" as that term is understood for purposes of the U.S. Investment Company Act of 1940, as amended, as interpreted by subsequent no-action letters and releases of the U.S. Securities and Exchange Commission and its staff;

- With respect to any individual, any resident or citizen of the United States; or

- With respect to persons other than individuals, any entity that (i) is organized under the laws of the United States or which has its principal place of business in the United States, (ii) is directly or indirectly owned by any U.S. Person, or (iii) has accepted any funds or other capital directly or indirectly from any sources within the United States.

The term "United States" shall mean the United States, its states, territories or possessions, or an enclave of the United States government, its agencies or instrumentalities"

(iv) Amendment of the last paragraph of article 8, 21 and 23 to include references to "the alternative investment fund manager".

(v) Amendment of the first paragraph article 10 to remove the reference to the first annual general meeting of shareholders held in 2010.

(vi) Change of definition of the custodian bank of the Company from "custodian" to "depository".

(vii) Addition of a new sentence at the end of article 14 which will read as follows:

“The Board may appoint an alternative investment fund manager in the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").”

(viii) Amendment of article 26 to remove the reference to the first accounting year of the Company which ended on 31 December 2010.

(ix) Addition of a new Article 30, which will read as follows:

“Any information or document that the Company must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the 2013 Law may be provided by means of a web-site without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.”

(x) Addition of Article 31, which will read as follows:

“All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the amended law of 10th August 1915 and the 2007 Law.”

Copies of the updated Articles are available, free of charge, in English, at the registered office of the Company.

III. That the names of the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, by the board of the meeting and the notary will remain annexed to the present deed to be registered therewith with the registration authorities;

IV. It appears from the attendance list, that out of shares in circulation, shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and may deliberate on all the items of agenda.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolution:

Resolution:

The meeting resolves to amend the Articles of incorporation of the Company (the “Articles”) as indicated here before, so that they will have the following wording in the English language only:

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares, a company in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé” under the name of “Olympia Lux” (the “Company”).

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the “Articles”).

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and any other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds, as amended (the "2007 Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Hesperange, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the “Board”).

If and to the extent permitted by applicable laws and regulations, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

Shares may be divided into several classes which may differ, among other things, in respect of their sales charge structure, as the Board may decide to issue within the relevant Sub-Fund.

The Board may among others impose a minimum subscription and minimum holding requirement for each shareholder in the different Sub-Funds and/or the different classes. The Board may also impose subsequent minimum subscription requirements. The Board may decide to waive the minimum subscription, minimum holding and subsequent minimum subscription amounts.

No effect shall be given to any transfer of shares in the Company’s register as a consequence of which an investor would not meet the minimum subscription or minimum holding amount for the relevant Sub-Fund or class, except if the Board decide to waive such minimum.

The Board may decide if and from what date shares of other classes shall be offered for sale, those shares to be issued on terms and conditions as shall be decided by the Board.

The minimum capital of the Company shall be the minimum provided for by the 2007 Law.

The holding of shares of the Company is restricted to "well-informed investors" as defined by the 2007 Law (hereafter "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board is authorised without limitation to issue fully paid shares of any class of the relevant sub-fund at any time in accordance with Article 24 hereof at the Share Price or at the respective Share Prices per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may delegate to any director of the Company (a “Director”) or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes corresponding to separate portfolios of assets (each a “Sub-Fund”) which may, as the Board shall determine, be denominated in different currencies and the proceeds of the issue of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind and any other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or permitted assets, as the Board shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund.

Unless the context otherwise requires, reference to a Sub-Fund shall be construed as meaning shares of any class of the relevant Sub-Fund. The capital of the Company shall be expressed in Euro as the aggregate of the net assets of all Sub-Funds, for which purpose the net assets attributable to a Sub-Fund not denominated in Euro shall be converted into Euro.

A Sub-Fund or class may be dissolved by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund or class concerned, upon

- a) a decision of the Board if the net assets of the Sub-Fund or class concerned have decreased below an amount defined by the Board, or
- b) the decision of a meeting of holders of shares of the relevant Sub-Fund or class. There shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the votes cast of the Sub-Fund or class concerned,
- c) a decision of the Board deciding that a change in the economical or political situation have material adverse consequences on investments of the concerned Sub-Fund.

In such event the Company shall serve a written notice to the holders of the relevant shares concerned prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reason of the redemption and the procedure of the redemption operations. In such event, the Net Asset Value of the shares of the relevant Sub-Fund or class shall be paid on the date of the compulsory redemption. The relevant meeting may also decide that assets attributable to the Sub-Fund or class concerned will be distributed on a pro-rata basis to the holders of shares of the relevant Sub-Fund or class which have expressed the wish to receive such assets in kind.

Under the circumstances provided under the first paragraph, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of another Sub-Fund or Luxembourg undertaking for collective investment (following split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount cor-

responding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified in writing, 30 days before the date upon which the relevant amalgamation, split or consolidation becomes effective, to the shareholders of the concerned Sub-Fund in which will be indicated the reason of this operation and the characteristics of the new Sub-Fund or Luxembourg undertaking for collective investment. During such period the concerned shareholders will have the possibility to request redemption of their shares of the concerned Sub-Fund free of charge. If the other Luxembourg undertaking for collective investment is set up in the form of an incorporated mutual fund (fonds commun de placement) the decision shall only apply to such Shareholders that have agreed to this procedure.

A meeting of holders of shares of a Sub-Fund or class may decide to amalgamate such Sub-Fund or class with another existing Sub-Fund or class or to contribute the assets (and liabilities) of the Sub-Fund or class to another undertaking for collective investment against issue of shares of such undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of such Sub-Fund or class. The decision shall be published upon the initiative of the Company. The publication shall contain information about the new Sub-Fund or class or the relevant undertaking for collective investment and shall be made 30 days prior to the amalgamation or contribution in order to provide a possibility for the holders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee, prior to the implementation of the transaction. For class meetings which decide on the amalgamation of different Sub-Funds within the Company or of different classes within one or more Sub-Funds, or the contribution of assets and liabilities of a Sub-Fund or class to another undertaking for collective investment, there shall be no quorum requirement and decisions may be taken by a simple majority of the votes cast of the Sub-Funds or the class concerned. In case of an amalgamation with an unincorporated mutual fund (fonds commun de placement) or a foreign collective investment undertaking, decisions of the class meeting of the Sub-Funds or class concerned shall be binding only for holders of shares that have voted in favour of such amalgamation.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 6. The Company will only issue shares in registered form. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment in cash or in kind of the price, as set forth in Article 24 hereof and in compliance with the relevant annex of the prospectus. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased and, upon application, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders at their mandated addresses in the Register of Shareholders.

All issued shares of the Company shall be registered in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefor by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number of shares held by him, their class and Sub-Fund. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of all instruments of transfer satisfactory to the Company.

Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If a conversion or a payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction (which may be no less than one ten thousandth of a share) shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

From time to time and as further described in the prospectus of the Company, the Company may determine that, in order to protect the best interests of the shareholders of the Company, certain assets or securities should be held separately from the other assets of the Sub-Fund for which they were initially purchased until the resolution of a special event or circumstance (each a "Special Investment"). Each Special Investment will be held by a specific Sub-Fund or class until its liquidation, or the determination of the Company, that such investment need not be treated as a Special Investment anymore (each a "Realization"). Shares in such Sub-Funds or classes are not redeemable by a shareholder and the relevant assets must be held until Realization.

Upon Realization, the Company may either compulsory convert the shares issued in the context of a Special Investment into shares of the class of the Sub-Fund held by the relevant shareholder before the Special Investment occurred or liquidate the holding of the shareholder as further disclosed in the prospectus.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of shareholding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of shareholding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body if the Board become aware that any investor/shareholder of the Company is trying to acquire/hold itself or for the benefit of any person shares of the Company without meeting the eligibility requirements specified in the prospectus, or is trying to acquire/hold such shares in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having, or which may have, adverse regulatory, tax or fiscal consequences for the Company or any Sub-Fund or for the majority of the shareholders of the relevant Sub-Fund, or otherwise be detrimental to the interests of the Company or of the concerned Sub-Fund.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares by any resident of, citizen of, or any corporation or partnership created or organised in the United States of America or its territories ("U.S. Person") and where it appears to the Company that any person who is precluded from holding shares either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily purchase or redeem all the shares so owned. Are precluded from holding shares in the Company persons who do not qualify as Eligible Investor.

For the purposes set out in the two preceding paragraphs, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder bearing such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified. After the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the Share Price of shares of the relevant class within the relevant Sub-Fund, determined in accordance with Article 23 hereof, less any redemption charge payable in respect thereof and less any contingent deferred charge, as may be decided from time to time by the Board;

(3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant class within the relevant Sub-Fund and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only upon surrender of the confirmation of shareholding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any share was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company. Shares may not be sold or otherwise transferred to or held by a U.S. Person (as defined below), and the SICAV has the right to require the compulsory redemption of all shares held by or for the benefit of an investor if the SICAV determines that the shares are held by or for the benefit of a U.S. Person.

A "U.S. Person" is a person described in one or more of the following paragraphs:

- With respect to any person, any individual or entity that would be a "United States person" under the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended (the "U.S. Tax Code"), a "U.S. person" under Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933, as amended; or a "U.S. person" as that term is understood for purposes of the U.S. Investment Company Act of

1940, as amended, as interpreted by subsequent no-action letters and releases of the U.S. Securities and Exchange Commission and its staff;

-With respect to any individual, any resident or citizen of the United States; or

- With respect to persons other than individuals, any entity that (i) is organized under the laws of the United States or which has its principal place of business in the United States, (ii) is directly or indirectly owned by any U.S. Person, or (iii) has accepted any funds or other capital directly or indirectly from any sources within the United States.

The term “United States” shall mean the United States, its states, territories or possessions, or an enclave of the United States government, its agencies or instrumentalities

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not an Eligible Investor, the Board will (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Eligible Investor.

The Company will require from each registered shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Company be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the alternative investment fund manager, the Board, the other shareholders and the Company’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them in any Sub-Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of April in each year at 11 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the first bank business day in Luxembourg thereafter. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Sub-Fund or class and regardless of the Net Asset Value per share within the Sub-Fund or class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

No resolution to amend these Articles or to dissolve the Company shall be effective unless it is passed by a majority of two thirds of the votes cast.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to notice setting forth the agenda sent to shareholders in accordance with Luxembourg law requirements.

To the extent required by Luxembourg law, the notice shall be published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in such newspaper as the Board may decide.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company. The Board shall have the power to take any action necessary or useful to realise the corporate object of the Company, with the exception of the powers reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders.

The Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by a majority of the votes cast or vote of the majority of the Directors present or represented respectively at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Director as his proxy.

A Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Director to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors.

The Board may appoint an alternative investment fund manager in the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or in his absence the Director who presided such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any Sub-Fund will be co-managed among themselves.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director may have any conflicting interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board such conflicting interest and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders unless the concerned transaction belongs to the current operations of the Company and is concluded under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Olympia Capital Management or any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board unless such a "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words "claim", "actions", "suit", or "proceeding", shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words "liability" and "expenses" shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A. - against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B. - in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

- 1) by a court or other body approving the settlement; or
- 2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board constituting at least a majority of such Board who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or
- 3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Company, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article may be advanced by the Company, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the 2007 Law. The réviseur d'entreprises shall be elected by the general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 21. The Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company as disclosed in the prospectus of the Company and provided that:

(i) in the case of a request for redemption of part of his shares, the Company may, if compliance with such request would result in a holding of shares of any one class of any Sub-Fund with an aggregate Net Asset Value of less than the minimum disclosed in the prospectus, redeem all the remaining shares held by such shareholder; and

(ii) the Company may limit the total number of shares of any one Sub-Fund which may be redeemed on a Valuation Date to a number of shares which, when multiplied by the available Net Asset Value per share of the Sub-Fund, correspond to a percentage of the net assets of such Sub-Fund, as disclosed in the prospectus.

In case of deferral of redemptions the relevant shares shall be redeemed at the Share Price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any adjustment of charge, including, but not limited to, redemption charge in respect thereof as may be decided by the Board from time to time and described in the prospectus.

The redemption price shall be paid normally, within the period as specified by the Directors in the prospectus following the date on which the applicable Share Price was determined and shall be based on the Share Price for the relevant class of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, less any adjustment or charge, including but not limited to redemption charge, as may be decided by the Board from time to time and described in the prospectus. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Sub-Fund of shares being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall

be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest. The Board and (where relevant) the alternative investment fund manager may suspend the payment of redemption proceeds payable to a shareholder if it reasonably deems it necessary to do so to comply with applicable anti-money laundering regulations.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form or any such manner as set out in the prospectus at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares. The confirmation of shareholding accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the Board and (where relevant) the alternative investment fund manager so determine, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value (calculated in the manner described in Article 23 hereof) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Any shareholder may request switching of all or part of his shares of one class of a Sub-Fund into shares of the same class of another Sub-Fund or of another class of the same Sub-Fund based on a switching formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the prospectus of the Company provided that the Board may entirely or partially prohibit such switching or impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make switching subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the prospectus.

Art. 22. The Net Asset Value and the Share Price and redemption price of shares in the Company shall be determined as to the shares of each Sub-Fund by the Company from time to time, as the Board by resolution may direct (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a “Valuation Date”) and in compliance with the prospectus.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and the Share Price of shares of any particular class or Sub-Fund and the issue, switching and redemption of the shares in such class or Sub-Fund at any time and without prior notice:

(a) during any period when any of the principal markets or stock exchange, on which a substantial portion of the investments of the relevant class or Sub-Fund from time to time are quoted, is closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) any period when the Net Asset Value of one or more undertakings for collective investment in which the relevant class or Sub-Fund will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of such class or Sub-Fund cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Date;

(c) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable in the opinion of the Board;

(d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices of any market or stock exchange;

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Directors be effected at normal rates of exchange;

(f) during any period when in the opinion of the Directors there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with shares of any class or Sub-Fund of the Company;

(g) if the Company is being or may be wound-up, on or following the date on which notice is given of the general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company is to be proposed; or

(h) any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be made available as described in the prospectus by the Company and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or switching of their shares by the Company at the time of the filing of the request for such redemption as specified in Article 21 hereof.

Shareholders may withdraw their redemption requests at any time in the event of a suspension of the valuation of the assets of a Sub-Fund in accordance with the conditions laid out in the prospectus. Such suspension as to any class or Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, Share Price or the issue, redemption and switching of the shares of any other class or Sub-Fund.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class in each Sub-Fund in the Company shall be expressed in Euro or in the relevant currency of the class concerned as per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company corresponding to such class, being the value of the assets of the Company of

such Sub-Fund attributable to such class less its liabilities attributable to such class by the number of shares of the relevant class.

The Share Price of a share of any class in each Sub-Fund shall be determined in respect of any Valuation Date to be equal to the Net Asset Value of that class on that day, adjusted to reflect any dealing charges, dilution levies or fiscal charges which the Board feels it is appropriate to take into account in respect of that class, divided by the number of shares of that class then in issue or deemed to be in issue and by rounding the total to the nearest second decimal or such other figure as the Board may determine from time to time.

The Board may resolve to operate equalisation arrangements in relation to the Company.

The valuation of the Net Asset Value of the respective classes of the different Sub-Funds of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, units/shares in undertakings for collective investment, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- (d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such securities;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and
- (g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) shares or units in open-ended undertakings for collective investment will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Date, failing which they shall be valued at the estimated net asset value as of such Valuation Date, failing which they shall be valued at the last available net asset value whether estimated or actual which is calculated prior to such Valuation Date which ever is the closer to such Valuation Date, provided that if events have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the date on which such actual or estimated net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board and (where relevant) of the alternative investment fund manager, such change;

(2) shares or units in undertakings for collective investment the issue or redemption of which is restricted and in respect of which a secondary market is maintained by dealers who, as main market-makers, offer prices in response to market conditions may be valued by the Directors in line with such prices;

(3) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(4) the value of securities (including a share or unit in a closed-ended undertaking for collective investment) and/or financial derivative instruments which are quoted or dealt in on a stock exchange or traded on any other organised market at their latest available stock exchange closing price and where appropriate the bid market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security or financial derivative instrument and each security or financial derivative instrument dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities or financial derivative instruments. The same valuation principle shall apply to money market instruments having a maturity of more than three months. Where such securities or other assets are quoted or dealt in on more than one stock exchange or other organised markets, the Directors and (where relevant) the alternative investment fund manager shall select the principal of such stock exchanges or markets for such purposes;

(5) in the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the relevant day are not listed on any stock exchange or traded on any organised market or if with respect to securities listed on any stock exchange or traded on any other organised market, the price as determined pursuant to sub-paragraph (4) is not, in the opinion of the Board and (where relevant) of the alternative investment fund manager, representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined prudently and in good faith based on the reasonably foreseeable sales price or any other appropriate valuation principles;

(6) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in a reliable and verifiable manner;

(7) swap contracts will be valued according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows;

(8) the value of any security or other asset which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price;

(9) money market instruments with a maturity of less than three months will be valued at face value to which interest accrued shall be added; (10) any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution;

(11) in circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board and (where relevant) the alternative investment fund manager may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets. Such fair value pricing methodology will be determined in accordance with procedures established by and under the general supervision of the Board and (where relevant) of the alternative investment fund manager. When the Company uses fair value pricing, it may take into account any factors it deems appropriate;

(12) if any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, be it for a Sub-Fund or a class of shares only, the Board and (where relevant) the alternative investment fund manager may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

If with regard to any undertaking for collective investment events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other undertakings for collective investment since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

The relevant service providers, the alternative investment fund manager (where relevant) and the Board may rely solely on the valuations provided by undertakings for collective investment with respect to the investments such undertakings for collective investment have made. Valuations provided by undertakings for collective investment may be subject to adjustments made by such undertakings for collective investment subsequent to the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund. Such adjustments, whether increasing or decreasing the Net Asset Value of a Sub-Fund, will not affect the amount of the redemption proceeds received by redeeming shareholders. As a result, to the extent that such subsequently adjusted valuations from undertakings for collective investment adversely affect the Net Asset Value of a Sub-Fund, the remaining outstanding shares of such Sub-Fund will be adversely affected by redemptions. Conversely, any increases in the Net Asset Value of a Sub-Fund resulting from such subsequently adjusted valuations will be entirely for the benefit of the remaining outstanding shares of such Sub-Fund.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, depositary fee and corporate agent's insurance premiums fee for and any other fees payable to representatives and agents of the Company);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls subsequent to the record date for determination of the person entitled thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the Board; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, actual or contingent, except liabilities, related to shares in the relevant Sub-Fund toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Board may take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, Directors fees and expenses, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectus, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Board may calculate all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board and (where relevant) the alternative investment fund manager shall establish a portfolio of assets for each class of each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each class of shares shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or class, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund or class;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or class, such asset or liability shall be allocated to all the classes pro rata to the Net Asset Values of each portfolio; provided that all liabilities, attributable to a Sub-Fund or class shall be binding on that Sub-Fund or class; and

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund or class of shares, the Net Asset Value of such Sub-Fund or class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

The Company is incorporated with multiple Sub-Funds as provided for in article 71 of the 2007 Law. The assets of a specific Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Sub-Fund.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any Sub-Fund expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the Share Price as hereinabove defined for the relevant class of the relevant Sub-Fund increased as the case may be by a subscription charge as laid out in the prospectus. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors as disclosed in the prospectus. The Share Price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities or other assets acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The Board may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing shares of the Company to charge any applicant for shares a sales commission of such amount as such company or other person may determine.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on 31st December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency, as the Board may determine. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The Shareholders shall determine how the annual net investment income shall be disposed of provided that the Directors may decide to issue, on such terms as the Directors shall determine in their discretion, within each Sub-Fund, shares on which income is either distributed (“Distribution Shares”) or accumulated (“Accumulation Shares”).

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Dividends will normally be paid in the reference currency of the respective class or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with Luxembourg law by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto to the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the 2007 Law.

Art. 29. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 30. Any information or document that the Company must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in,

via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the sales documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations

The Company may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the 2013 Law may be provided by means of a web-site without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the sales documents or at the Company's registered office.

Art. 31. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the amended law of 10th August 1915 and the 2007 Law.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the persons, appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: G. BOONE, N. FINET, A. BIEJ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 22 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/16014. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 juin 2015.

Référence de publication: 2016066926/708.

(160029087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

IDG Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 180.037.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016085322/10.

(160052843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

IIC Spain 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 178.631.

Les comptes annuels audités au 31/12/2015 de la société IIC Spain 6 S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085323/10.

(160052626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

I.M.Ph. Sales & Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 82, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 179.648.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art. 81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085305/10.

(160052682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Stelara PIKco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 195.723.

Il est notifié qu'en date du 29 février 2016:

- BDO Audit a démissionné avec effet au 29 février 2016 de sa fonction de commissaire aux comptes de la Société.

Il est aussi notifié que suite aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société:

- AUDIEX S.A., une société anonyme immatriculée sous le numéro B65469 auprès du R.C.S. Luxembourg et ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, a été nommée en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 13 mars 2015 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Stelara PIKco S.A.

Martinus Cornelis Johannes Weijermans

Director

Référence de publication: 2016073089/17.

(160037236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

StepStone Clairvest Acquisition 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 106.634.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la société du 22 février 2016

1. Acceptation de la démission de monsieur Alexander James Bermingham, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 19 février 2016.

2. Acceptation de la nomination de madame Elke Leenders, né le 02 août 1980 à Maaseik, Belgique, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 19 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2016.

Référence de publication: 2016073090/17.

(160036935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Storm Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 173.699.

Mit Wirkung zum 01. Januar 2016 wurde die KPMG Luxembourg, Société coopérative mit der Geschäftsadresse 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer bestellt.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016073091/10.

(160036881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.
